

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1311

Artikel: Conseil d'État : trois socialistes, c'est bien le moins
Autor: Brutsch, François / Bossy, Jean-Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015215>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Beaucoup de bruit pour rien

manistes, incapables d'assumer une politique vraiment dure, en passant par l'individualité incontrôlable d'un Philippe Joye.

Une victoire à la Pyrrhus

La droite se trouve vite confrontée à deux réalités. L'une, propre aux sociétés modernes, est la faiblesse de la marge de manœuvre du système politique: la plupart des décisions sont incontournables et non conflictuelles, poursuivant leur bonhomme de chemin ou se heurtant à la loi de l'inertie, quels que soient le gouvernement et le parlement. L'autre, spécifique à la culture politique suisse et méconnue par les promoteurs de l'éviction des socialistes, est le rôle de la démocratie directe qui permet au peuple de corriger l'action de la majorité parlementaire.

Sur un point, le gouvernement de droite tient sa promesse, mais c'est une victoire à la Pyrrhus. Le dossier de la traversée de la rade, enlisé pendant des années, est conduit dans un temps record jusqu'à l'élaboration de projets de qualité permettant une décision populaire incontestable: le refus sans bavure tant d'un pont que d'un tunnel en juin 1996.

De fait le Conseil d'État ne cherche que rarement à gouverner sans la gauche; il s'épuise au contraire souvent à tenter de rallier ou séduire une opposition méfiante et frustrée qui use de toutes les armes de la procédure parlementaire et harcèle l'exécutif. Ce sont alors des majorités à géométrie variable contre une partie des propres troupes du gouvernement de droite qui votent par exemple une réforme des allocations familiales ou des mesures en faveur des chômeurs.

Affrontements inutiles

Le plus souvent, la politique suivie est, conformément à la tradition suisse, la recherche de la majorité la plus large possible: création d'un Conseil économique et social, revenu minimum cantonal d'action sociale, bonus à la rénovation d'immeubles, application des dispositions fédérales sur les mesures de contrainte à l'égard des étrangers en situation irrégulière.

Parfois, c'est clairement l'exclusion de la gauche de l'exécutif qui conduit à des affrontements qui n'auraient pas

dû se produire: Hautes écoles spécialisées (où la gauche s'est enfermée dans un cantonalisme borné), transports et circulation (où la droite continue pourtant, non sans réticence à la base, une politique dépassant le clivage entre pro et anti-voitures).

Ni projet musclé, ni réforme ambitieuse

De manière emblématique, il faudra un gouvernement monocolor de droite pour faire échouer devant le peuple un essai soigneusement circonscrit de réforme de l'État préparé par le socialiste Bernard Ziegler dans la législature précédente: la délégation d'une activité entière, le service des automobiles, à

un opérateur privé, avec toutes les garanties pour le personnel concerné et les usagers. De ce traumatisme (décembre 1994) le Conseil d'État ne s'est pas relevé. Il n'a en réalité jamais osé présenter de projet musclé pour revoir fondamentalement les prestations de l'État, ni bousculer les situations acquises (tant dans la fonction publique que dans les milieux privés dépendant de l'argent public). C'est à une initiative du comité Halte aux déficits (juin 1995), à laquelle la droite gouvernementale s'est opposée comme la gauche, qu'on doit un rapport d'audit dont le résultat n'est pas inintéressant. Il faut espérer que le prochain Conseil d'État aura, lui, la représentativité nécessaire pour en tirer parti. *fb/jpb*

Conseil d'État: trois socialistes, c'est bien le moins

L'ÉLECTION DU GOUVERNEMENT n'a pas lieu en même temps que le parlement, comme dans les autres cantons, mais cinq semaines plus tard. Cela permet de tenir compte des rapports de force alors révélés – ou de les rectifier, comme en 1985, lorsque le mouvement populiste et xénophobe Vigilance, devenu le premier parti du canton, n'est pas parvenu à accéder au Conseil d'État. Outre l'éventuel basculement à gauche de la majorité parlementaire, les points d'interrogation cette année sont la réémergence d'un groupe populiste anti-partis (mais deux listes hétéroclites s'en disputent les suffrages), la disparition des verts, voire des démocrates-chrétiens, menacés par un quorum qui est à Genève de 7%, et l'ampleur du rééquilibrage attendu au sein de la gauche au profit des socialistes.

L'Alternative comme centre de gravité

Dans ces circonstances, les socialistes ont pris la bonne décision en présentant trois candidats forts: Micheline Calmy-Rey, incontournable, Laurent Moutinot, un juriste consensuel, et Charles Beer, un responsable syndical qui parle et agit vrai.

Si la gauche obtient, comme elle l'es-

père, la majorité au Grand Conseil, le nouveau Conseil d'État aura bien besoin d'eux comme centre de gravité, et moteur d'une Alternative dont la ou les autres composantes devront aussi prendre leur part de responsabilités gouvernementales – pour autant que le peuple le veuille. On pourrait aussi bien aller vers une situation vaudoise inversée, majorité de gauche au Grand Conseil mais de droite au Conseil d'État.

Pas d'électrons libres au Conseil d'État

Si la droite reste majoritaire au Grand Conseil, alors les trois socialistes ne seront pas de trop, avec quatre magistrats de droite, pour recoller les pots cassés par le gouvernement monocolor. Le nouveau Conseil d'État devra inévitablement imaginer et mettre en œuvre des solutions qui dépassent le clivage gauche/droite afin de rétablir la confiance dans les institutions, préalable indispensable au redressement des finances publiques sans lequel l'État ne sera bientôt plus à même de jouer son rôle. Ce n'est l'intérêt ni du canton, ni de la droite, ni même des autres composantes de l'Alternative que celles-ci envoient des électrons libres à l'exécutif. *fb/jpb*